

HOMMAGE

Maggie De Block : la rigueur dans l'efficacité

On aurait pu croire que Maggie De Block en voulait particulièrement aux «psy», comme il lui est arrivé de le confier. Les lignes qui suivent montrent qu'il n'en est rien et que sa ligne de conduite témoigne de la même rigueur sur tous les fronts : la marchandisation progressive du système de santé.

En cinq ans, la Ministre de la Santé Maggie De Block (VLD) a réduit de deux milliards le budget fédéral de la santé. Le Service public est mis à mal. En deux ans, elle a détruit un travail de concertation de quinze ans qui donnait aux psychologues une place autonome et spécifique dans le champ de la santé. Sous couleur d'en rédiger les arrêtés d'application, elle a saboté une loi sur la santé mentale votée sous les applaudissements (sic) de tous les partis — *N-VA* et *Vlaams Belang* exceptés. De plus, Madame De Block ment, triche¹. Elle ne répond pas au courrier. Elle élude les questions de la Commission-Santé de la Chambre, met le secret professionnel en danger, incite à violer la loi de 1993 qui protège la déontologie du psychologue. Son cabinet n'a cure de la spécificité du travail en santé mentale. On dénature pour contrôler, on contrôle pour économiser, on économise pour marginaliser le secteur public et donner toutes ses chances au Marché. Mais ses qualités ne s'arrêtent pas là.

Mi-novembre 2019, une épidémie due au covid-19 (coronavirus) éclate en Chine. Le 30 janvier 2020, l'OMS déclare l'état d'urgence internationale face à une pandémie. Nous y sommes. Pour les patients, le pronostic vital est souvent engagé. Pour les soignants, un manque de masques risque de les transformer en patients. Pourtant, dès l'épidémie de SRAS de 2003 (un autre type de coronavirus), l'extrême contagion du syndrome respiratoire aigu avait été mise en évidence.

En octobre 2014, Maggie De Block (VLD), médecin généraliste, succède à Laurette Onkelinx (PS) au Ministère de la Santé. En 2016, elle met au pas les psychologues. En 2020, les maternités. En 2017, elle fait détruire un stock de masques FFP2 qui s'étaient dégradés suite à des conditions de stockage inadéquates. Dans l'attente d'un système plus respectueux du budget de l'État, elle prend soin de ne pas les remplacer. Elle ne prend pas non plus le temps d'attendre que de nouveaux masques arrivent de Chine avant de détruire ceux qui restaient peut-être utilisables : on ne badine pas avec la santé !

Les six millions de masques détruits avaient été acquis par la Belgique à l'occasion de l'épidémie de grippe mexicaine (H1N1) de 2009. L'OMS annonçant une pandémie, Laurette Onkelinx avait acheté en outre, en juillet 2009, 12,6 millions de vaccins à une firme basée en Belgique (GSK). La pandémie n'a pas eu lieu. N'empêche que gouverner c'est prévoir. De prudents gestionnaires ont dès lors reproché à la ministre de ne pas avoir pris le temps de faire un appel d'offres, ni attendu la fin des essais cliniques, avant d'acheter en catastrophe des vaccins aussi coûteux qu'inutiles.

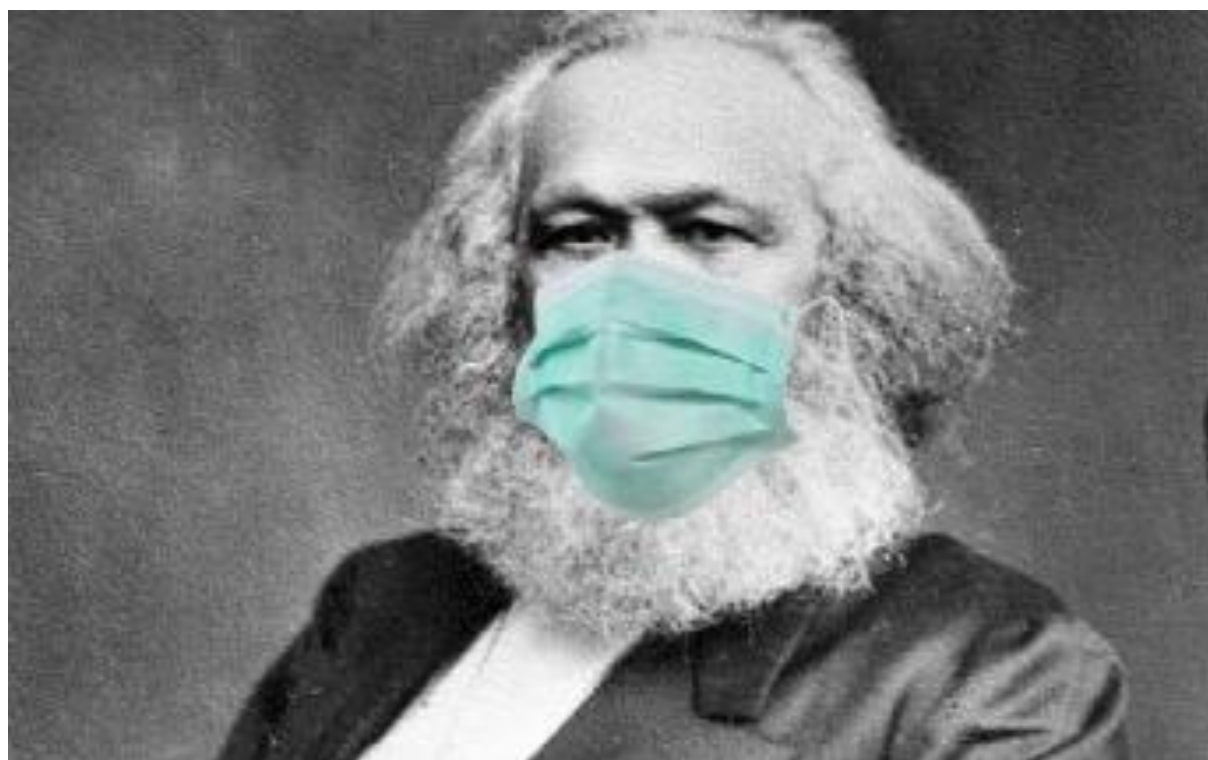
En 2006 déjà, Rudy Demotte (PS) - lui aussi Ministre de la Santé - avait prospectivement récidivé en ponctionnant le budget de l'État pour acheter 32 millions de masques chirurgicaux et 6 millions de FFP2 (*Apache.be*, 23 mars 2020). Il avait dilapidé les deniers publics en anticipant prospectivement pour acquérir des millions de doses d'antirétroviraux, et en faisant prendre des mesures permettant de produire et de préempter plusieurs millions de vaccins en préparation ! Mais ce n'est pas tout : dès 2004, il avait pris de ruineuses dispositions concernant le SRAS. Le ministre compte sans nul doute sur les défaillances de la mémoire collective, mais l'*Agence Belga* ne lui épargne rien : «*Le gouvernement fédéral travaille sur un plan d'urgence opérationnel pour une éventuelle épidémie de SRAS ou d'autres maladies infectieuses. Si la maladie pulmonaire mortelle devait se déclarer dans notre pays, il prendrait effet*

¹ Exemples sur demande.

immédiatement. Les mesures comprennent le contrôle et la limitation de la maladie. Les patients atteints du virus seront immédiatement mis en quarantaine dans des installations d'isolement spéciales. En outre, une unité de surveillance médicale surveillera en permanence la situation sanitaire générale dans le pays et établira divers plans en cas d'apparition d'épidémies spécifiques. L'hôpital Saint-Pierre de Bruxelles a participé aux procédures d'urgence et est le premier centre de référence pour le SRAS en Belgique. Le Haut Conseil d'Hygiène a élaboré le plan au nom du ministre des affaires sociales et de la santé publique Rudy Demotte. Le ministre l'a présenté à la presse mercredi.» (Belga, 26/05/2004, 09:45).

Madame De Block par contre prend ses responsabilités. Elle réfléchit depuis trois ans à une solution économiquement acceptable : «Acheter des masques sans plan revient à gaspiller l'argent du contribuable», fait-on sagement remarquer au Cabinet de la Santé (*Le Vif*, 23 mars 2020). Le 28 février, dans un tweet, elle avait traité de «*Drama Queens*» (tragédiennes de boulevard) des médecins lanceurs d'alerte susceptibles d'affoler la population (*La Dernière Heure*, 25 mars 2020). Il est temps de ramener le Service Public à la raison et de tempérer des gabegies sans limite. Quant aux soignants exposés au feu bactérien, nul doute que «Dieu reconnaîtra les siens!»

Francis Martens *
30 mars 2020



* Président de la Fédération Nationale des Psychologues Praticiens d'Orientation Psychanalytique (*APPPsy*)